

Congrès programmatique d'Arras
Contribution d'Adrien Debever (Gironde)
Chapitre 1 Développement économique, écologique et social durable / 2-1 Economie mondiale

1) Constat

L'économie mondiale actuelle est le fruit de l'après guerre froide. Elle est gouvernée principalement par la valeur Liberté. Liberté des échanges de marchandises, liberté des mouvements financiers, liberté dans les processus de production, liberté des marchés, liberté des régimes sociaux.

Si cette valeur de liberté n'est pas à remettre en cause, la terrible crise financière, économique et sociale que nous connaissons aujourd'hui, nous oblige à une remise en question d'ordre structurel de la globalisation.

L'économie mondiale a un besoin criant de règles, d'éthique, de cohérence et de vision à long terme.

Il est urgent de lutter contre la concurrence déloyale qui est née d'une liberté sans limite (dumping social, contrefaçon, détournement de la propriété intellectuelle, dumping écologique...).

Il est également nécessaire de sortir de la vision à court-terme des décideurs économiques. Le développement durable de l'économie mondiale repose sur ceux qui en sont les principaux décideurs. Ainsi, rien ne sera possible tant que la seule règle des marchés sera celle de la recherche unilatérale d'un profit rapide par un actionnariat qui ne travaille pas dans la société (type fonds d'investissements). Cet appétit forcené de gains mène à la destruction lente mais implacable des cultures d'entreprise, des conditions de travail, des savoir-faire, de la diversité des modes de production...

Enfin, il faut lutter contre la financiarisation de l'économie mondiale. Les marchés financiers n'ont de raison d'être que s'ils sont au service de l'économie réelle. Or, aujourd'hui, la déconnexion est totale et la recherche de fortunes sans efforts et rapides par une poignée de praticiens a conduit à la création de produits financiers aussi aberrants qu'artificiels.

2) Propositions

2.1 Une éthique économique et sociale

La lutte contre le dumping social doit être un objectif établi mondialement. Le monde géopolitique de demain doit être multipolaire. Dans ce sens, on peut concevoir des marchés économiques libres dans chaque région du globe, mais auxquels s'appliqueront **des mesures d'ajustement (pour ne pas parler de barrières douanières) dans les relations entre pôles économiques**, sur des bases sociales, culturelles, économiques. Ces mesures doivent ainsi permettre d'instaurer une concurrence loyale, un commerce équitable globalisé, la disparition du dumping social et de l'exploitation des plus faibles (exemple de l'Afrique qui subit en outre, des ingérences multiples).

- La prise en compte du facteur social dans l'économie mondiale passe forcément par une refonte des indicateurs de valeur et de résultat. Ainsi, **les normes comptables mondiales doivent intégrer dans l'évaluation de la valeur et des résultats d'une entreprise ses engagements en termes de personnel et d'emplois**. Le poste "personnel" ne doit plus être uniquement appréhendé en tant que charge (masse salariale) mais être évalué comme un actif (formation, compétences, créativité...). La même démarche doit être appliquée sur le plan des indicateurs nationaux tel que **le PIB**, des notions environnementales, par exemple, peuvent aussi y être associées.
- Concernant les marchés financiers, il est urgent de les encadrer. Cela passe par **une interdiction de spéculer sur des produits nocifs** (tels que les créances) et par de **fortes restrictions concernant les bourses de denrées alimentaires de base**.
- Par ailleurs, **une taxe spécifique sur les échanges financiers** devrait être instaurée au niveau mondial, au nom de la solidarité et de la sécurité économique. Cette taxe (dans la filiation de celle proposée par Tobin) alimenterait un **fond pour le développement économique durable** des pays les plus pauvres (via le FMI) et un autre **fond, de garantie celui-ci, pour faire face aux crises brutales** du secteur financier (avec au minimum une co-gestion assurée par les représentants politiques).

2.2 Une économie mondiale durable

Les décisions dans ce domaine peuvent être mondiales mais aussi émanées des grands pôles mondiaux telle que l'Union Européenne.

- Comme pour la donnée sociale, il manque dans ce domaine des indicateurs et des éléments de valeur. La mise en place d'un **bilan carbone pour les produits manufacturés** (et à terme pour certains services) serait un grand progrès. Véritable traçabilité du produit (à l'image de ce qui a été mis en place pour la viande) en terme de matières premières, processus de production, transport, distribution et recyclage.
- Ainsi, un indicateur tel que ce bilan carbone des produits peut servir d'appui à la création d'**une taxe carbone européenne**. Elle ne serait pas directement supportée par les consommateurs, comme celle de Nicolas Sarkozy, mais **par les producteurs**. Plus un produit aura un bilan carbone élevé, plus il sera taxé (ce qui générera une lutte efficace contre les productions « sales » de certains pays, et limitera l'intérêt des délocalisations...).
- Afin que le consommateur ne soit pas lésé par les mesures précédentes, il faudra des incitations des pouvoirs publics **auprès des distributeurs** (grande distribution surtout) pour qu'ils offrent, pour chaque gamme de produits, une diversité de "bilans carbones".
- Enfin, **le bilan carbone peut aussi servir de base à une TVA européenne** qui intègre deux ou trois seuils de taux en fonction du niveau de ce bilan (plutôt que de s'attacher uniquement à un classement théorique sur la définition des biens de première nécessité).